



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2017 – 86**

Séance du 16 novembre 2017

Président de séance : MEISSONNIER Jean-Luc Secrétaire de séance : Thierry PERRIER	Convocation : 09 novembre 2017
Nombre de membres en exercice : 28	Nombre de membres présents ou représentés : 26

Présents : MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain – PERRIER Thierry – BASSO Béatrice – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – SUAY Régine – MARTY Philippe – DESTAILLATS Aline – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – MAZOLLIER Elisabeth – JODAR Mélissa – DUCAMP Ludovic – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – CORDEAU Damien – VIDAL Stéphane – FOUREL Sylvain – RAMORA Anna

Pouvoirs : MONIN Séverine pour BASSO Béatrice – DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc – MARTINEZ Mickaël pour Thierry PERRIER – ARMAND Aurélie pour RAMORA Anna

Absents non excusés : SIMAR Morgan – PEETERS Fabien

**N° 2017 – 86 : GESTION DES RESSOURCES HUMAINES : CONTRATS
D'ASSURANCE DES RISQUES STATUTAIRES**

Monsieur Thierry PERRIER, Adjoint au Maire délégué au personnel municipal et à la relation usager informe le Conseil Municipal :

- de l'opportunité pour la Collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant une partie des frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;
- de l'opportunité de confier au Centre de Gestion de l'Hérault le soin d'organiser une procédure de mise en concurrence ;
- que le Centre de Gestion peut souscrire un tel contrat pour son compte, si les conditions obtenues donnent satisfaction à la Collectivité.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Il est proposé au Conseil Municipal de charger le Centre de Gestion de l'Hérault de lancer une procédure de marché public, en vue, le cas échéant, de souscrire pour son compte des conventions d'assurances auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Ces conventions devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Agents affiliés à la C.N.R.A.C.L. : décès, accident du travail / maladie professionnelle, maladie ordinaire, longue maladie / maladie de longue durée, maternité / paternité / adoption, disponibilité d'office, invalidité.
- Agents non affiliés à la C.N.R.A.C.L. : accident du travail / maladie professionnelle, maladie grave, maternité / paternité / adoption, maladie ordinaire.

Ces conventions devront également avoir les caractéristiques suivantes :

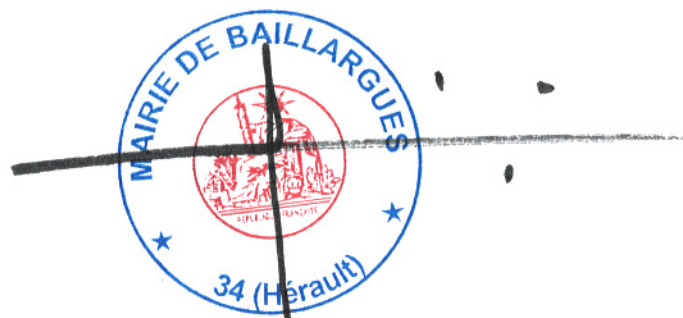
- Durée du contrat : 4 ans, à effet au 1^{er} janvier 2019.
- Régime du contrat : capitalisation.

La décision éventuelle d'adhérer aux conventions proposées fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Thierry PERRIER et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** le Centre de Gestion à lancer une procédure de marché public, en vue de souscrire pour son compte des conventions d'assurances des risques statutaires dans les conditions présentées ci-dessus.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,
Pour extrait conforme, le 22 novembre 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER